

Barry, Donald D. et Barner-Barry, Carol. *Contemporary Soviet Politics : An Introduction, Second edition*. Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, Inc., 1982; 432 p.

B.G. Spiridonakis

Volume 14, Number 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701570ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701570ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Spiridonakis, B. (1983). Review of [Barry, Donald D. et Barner-Barry, Carol. *Contemporary Soviet Politics : An Introduction, Second edition*. Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, Inc., 1982; 432 p.] *Études internationales*, 14(3), 597–599.  
<https://doi.org/10.7202/701570ar>

responsables des deux tiers de la production industrielle nationale. Après avoir satisfait les exigences du Plan (on ne précise pas si celles-ci sont élevées ou pas, ce qui peut faire une grande différence) ces entreprises sont autorisées à produire suivant leurs objectifs particuliers.

Afin de mener à bien ce type d'expérience, on a recours comme par le passé, aux slogans en guise de stimulants. Avec pour différence que ceux-ci ont été adaptés aux besoins de la cause. Ainsi, les célèbres « Apprendre de Daqing ou de Dazhai » ou encore « Chacun mange dans la même assiette » ont fait place à : « Meilleur travail, meilleur salaire »; « Un seul modèle ne suffit pas »; « La pratique est le seul indicateur de ce qui est valable », etc. Quant à l'autosuffisance, on se fait fort de citer Deng Xiaoping pour qui l'autosuffisance n'est pas synonyme de rejet de l'aide extérieure, elle consisterait avant tout à miser sur la sagesse du peuple...

Comme toujours, une hirondelle ne fait pas le printemps. C'est pourquoi l'auteur ne manque pas de signaler qu'en Chine comme dans d'autres pays socialistes, une réforme se voit souvent accompagnée de décrets assurant à l'État l'essentiel du contrôle de l'économie.

De cette façon, l'État continue d'avoir la main haute sur le volume et la structure de la production ainsi que sur l'allocation des matières premières. Malgré les velléités d'octroyer une plus grande autonomie aux entreprises, l'État intervient toujours d'une façon ou d'une autre à l'intérieur de leur mécanisme de gestion excepté lorsqu'il s'agit de « joint-ventures » lesquelles, sont de plus en plus encouragées. Sûrement que les autorités chinoises sont conscientes que le socialisme décentralisé, ou celui « de la goulache » tel que pratiqué en Hongrie, n'est pas la panacée de tous les maux et qu'il vaut mieux recourir à la prudence dans l'utilisation du mécanisme du marché dans le cadre de la planification nationale. Comme le fait remarquer l'auteur en conclusion : « China must wrestle with some of the inherent contradictions between the use of socialist planning and the market mechanism ».

L'auteur dédie son livre aux praticiens et aux universitaires. À vrai dire si ces derniers peuvent en tirer davantage profit que les premiers, comme on l'a mentionné plus haut, ceux qui s'intéressent à un pays où vit le quart de l'humanité, trouveront dans ce livre, bien construit et fort bien présenté, des informations qui les inciteront à maintenir leur intérêt.

André JOYAL

*Département d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières*

### UNION SOVIÉTIQUE

BARRY, Donald D. et BARNER-BARRY, Carol. *Contemporary Soviet Politics: An Introduction, Second edition*. Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, Inc., 1982; 432 p.

Les auteurs de ce manuel ont eu une expérience vécue de l'Union soviétique en leur qualité d'étudiants à l'Université de Moscou en 1961-1962, ainsi qu'à l'occasion de leurs voyages postérieurs à cette période. La première édition étant de 1978, on peut deviner qu'ils y ont mis du temps, de la patience et de l'effort. Cette deuxième édition, si proche de la première, révisée et mise à jour, peut suggérer une certaine popularité. Lecture faite, le soussigné n'hésiterait pas à recommander l'acquisition de ce livre par la bibliothèque de sa propre institution. Comme il ne s'agit pas d'un livre d'histoire, il serait injuste de le prendre pour ce qu'il ne prétend pas être. Par contre, comme tour d'horizon du fonctionnement des institutions politiques du régime soviétique à l'heure actuelle, et comme initiation, fondée sur une analyse critique des sources, bien documentée et adressée à un public plus ou moins averti, on peut difficilement arriver à un meilleur résultat. Bien entendu, il s'agit d'une vision américaine du système soviétique et, en même temps, d'un jugement.

Le contenu est divisé en quatre parties, suivies d'une cinquième sous forme de bilan sur l'état actuel de nos connaissances du processus politique. Le tout est suivi en annexe

par le texte de la Constitution de l'URSS, par les statuts du parti communiste de l'Union soviétique, par une liste de périodiques spécialisés en la matière, ainsi que par un glossaire terminologique. Chacune des parties représente une notion générale sous laquelle sont présentées les idées accessoires sous forme de chapitres, dont chacun constitue une partie presque autonome. Chaque chapitre est suivi de notes, de références et d'une sélection bibliographique mise à jour.

La thèse centrale de la première partie, qui traite des bases idéologiques fondamentales du régime soviétique, est que le système politique fonctionne dans un circuit fermé hermétique et interdit au monde extérieur. Les auteurs expliquent ce qu'est la « kremlinologie », cette science politique inexacte et imprécise qui se nourrit du classement, de l'étude et de la comparaison de renseignements de toute provenance, et qui cherche à découvrir des indices concernant la communication aux plus hauts échelons du parti et du gouvernement soviétiques. Ils admettent que leur « science » ne fait que proposer certaines hypothèses non vérifiables, fondées sur l'analyse d'une documentation incomplète, pour arriver à des conclusions qui ne résistent pas à l'épreuve des faits réels.

Dans les deux premiers chapitres, l'héritage de l'ère stalinienne est présenté dans son contexte historique, où les constantes de toute l'histoire russe et soviétique trouvent leur place en guise d'avertissement au lecteur. Le troisième chapitre présente l'idéologie du soviétisme comme élément de cohésion puisqu'elle vise à se placer au-dessus de toutes les diversités géographiques, ethniques et culturelles des différentes composantes de l'URSS. Cette partie du livre finit par une discussion sur le processus d'acculturation soviétique : comment on devient et comment on reste un bon citoyen selon les prescriptions du gouvernement et du parti.

Dans la deuxième partie les auteurs présentent la Constitution qu'ils traitent d'élément purement décoratif puisqu'elle ne définit ni ne délimite d'une manière nette et claire les pouvoirs d'un gouvernement totalitaire. Puisque le parti se réserve le droit de changer les

règles du jeu à tout moment, la vraie constitution, disent les auteurs, n'est pas celle qui est écrite mais l'exercice effectif du pouvoir selon les directives venant des hautes instances. En d'autres mots la réalité politique dépasse de loin la constitution qui, avec le système des élections et le Soviet Suprême, ne sert qu'à légitimer la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un parti qui se veut représentant légitime de toute la population à *vitam eternam*. D'ailleurs, le Soviet Suprême (Parlement), composé de 1,500 députés, ne se réunit qu'une fois par année pour quelques jours et n'est pas fait pour être consulté, mais pour prendre des instructions et se familiariser avec les grandes lignes de la politique à suivre.

De son côté, le P.C.U.S. justifie sa légitimité politique en se fondant sur la mythologie marxiste-léniniste selon laquelle en URSS les classes sociales ayant été abolies, il ne peut y avoir de conflit de classe, et par conséquent l'existence d'autres partis politiques serait une aberration. La théorie veut que le P.C.U.S. représente toute la population, ceux qui gouvernent en son nom proviennent de son ensemble et sont responsables devant le parti qui est le détenteur et catalyseur ultime de tous vrais pouvoirs. Une vingtaine de personnes au sommet (le Bureau Politique), un Comité Central trop encombrant de 400 personnes qui ne se réunit que deux fois par année pour approuver les propositions-décisions du Bureau Politique, un secrétariat exécutif qui en est l'extension, voilà l'essentiel des rouages du mécanisme du pouvoir soviétique. Cette deuxième partie du livre se termine par une discussion savante et approfondie du système juridique soviétique fait pour appuyer la « légitimité socialiste » du régime.

Dans la troisième partie de leur livre les auteurs traitent des questions d'ordre économique, de planification, de la bureaucratie, des problèmes de toute sorte et des embouteillages résultant d'une centralisation excessive, enfin de l'inefficacité générale du système de la production à tous les niveaux. Le citoyen soviétique en sa qualité d'ouvrier et de consommateur, ses conditions de travail, son revenu et niveau de vie, ses problèmes et préoc-

cupations, son logement, ses loisirs, enfin tout ce qui touche sa vie quotidienne est présenté, document à l'appui, d'une manière convaincante.

Dans le onzième chapitre, les auteurs étudient les encombrements résultant du fonctionnement du processus politique, les mécanismes qui permettent l'élaboration des politiques internes et externes, la détermination du consensus à l'intérieur des rouages du pouvoir, ainsi que la dissidence. Ensuite, dans le chapitre suivant, ils dressent le bilan des questions ayant rapport aux nationalités ainsi qu'à la religion. Des fléaux d'ordre social, l'alcoolisme constitue le plus sérieux, le plus rebarbatif et le plus ancien de tous les autres (drogue, délinquance, criminalité), qui sont d'ailleurs reliés et qui, comme ailleurs, touchent la partie de la population la plus défavorisée.

Enfin, d'une manière inattendue, juste avant de conclure, les auteurs abordent le très vaste sujet des relations extérieures de l'URSS. Ici les contraintes d'ordre idéologique brillent par leur absence et la notion de l'intérêt national est prédominante tout comme parmi d'autres pays ayant d'autres idéologies politiques comme point de référence.

B.G. SPIRIDONAKIS

*Département d'histoire  
Université de Sherbrooke*

MAGGS, Peter B., SMITH, Gordon B. et GINSBURGS, George (Eds.) *Law and Economic Development in the Soviet Union*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1982, 305 p.

Cet ouvrage constitue le second volet d'une étude à long terme portant sur les conséquences de la révolution scientifique et technique et de la modernisation économique en Union soviétique et dans les pays socialistes européens. La première partie, parue sous le titre « Soviet and East European Law and the Scientific and Technical Revolution » (Pergamon Press, New York, 1981) centrait les re-

cherches sur les méthodes d'utilisation du droit pour accompagner et contrôler le progrès technique. Dans la seconde partie, l'accent est mis plutôt sur la façon dont la révolution scientifique et technique affecte les institutions juridiques et politiques. En effet les auteurs soviétiques contemporains reconnaissent eux-mêmes les effets parfois négatifs de la révolution scientifique et technique. Le Professeur Khalfina, par exemple, écrit que « la révolution scientifique et technique ne promet pas seulement les plus grandes bénédictions pour le développement des sociétés humaines, mais elle peut aussi être liée à de sérieuses menaces pour nos conditions d'existence... L'utilisation des réalisations de la révolution scientifique et technique requiert un système soigneusement élaboré de mesures destinées à la préservation de l'environnement, de la vie et de la santé de la population... »

Les études du présent volume analysent la manière dont les systèmes juridiques de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est ont réagi aux problèmes créés par les effets négatifs de la révolution scientifique et technique. Bien entendu, les auteurs ont sélectionné certains types de problèmes. Sans pouvoir aborder toutes les questions, leurs investigations ont été bien au-delà des domaines les plus évidents (comme l'emploi de l'énergie nucléaire ou la protection de l'environnement), mais elles sont reliées par quatre thèmes, qui réapparaissent systématiquement dans chacune des études réunies ici.

La première catégorie de problèmes a trait aux insuffisances de l'information économique (les études de Gordon SMITH, de Peter MAGGS et de George GINSBURGS s'attachent entre autres à cette question); ceci n'est certes pas de nature à nous étonner: tous les chercheurs occidentaux savent depuis longtemps que la carence en informations est une des caractéristiques générales du système soviétique; et cela ne concerne pas seulement l'économie, et pas seulement les informations accessibles à l'étranger, puisque de nombreux Soviétiques eux-mêmes se plaignent de cette carence, qui fait obstacle à tout travail de recherche un tant soit peu scientifique. On a d'ailleurs bien l'impression que ce flou sert